



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément Jeunes à CPS n°51 –
26 octobre 2013

Les manifestations lycéennes montrent ce que veut la jeunesse qui combat.

Abrogation immédiate des arrêtés d'expulsion ! Retour de Khatchit, de Léonarda et de sa famille !

Pour en finir avec les lois anti-immigrés, les discours xénophobes ! Front unique des organisations (partis et syndicats) du mouvement ouvrier et de la jeunesse !

A Paris et en province, par la grève et la manifestation les lycéens de dizaines de lycée ont engagé le combat

Révoltés contre la décision du gouvernement d'expulser Khatchit, lycéen arménien, et de « cueillir » dans le bus scolaire Léonarda, jeune lycéenne rom, des milliers de lycéens se sont mis en grève et ont manifesté avant les congés d'automne. L'expulsion de Léonarda et de sa famille, celle de Khatchit, ce ne sont que quelques-unes des plus de 13 000 expulsions annoncées par Valls cette année - qui se flatte d'avoir battu les records de Sarkozy. La circulaire Valls confirme et aggrave la politique des gouvernements Chirac et Sarkozy. Il suffit de dire que la régularisation de travailleurs immigrés ayant travaillé depuis des années en France est conditionnée à une déclaration du patron (qui les embauchait clandestinement) lequel patron, s'il les embauche, devra payer une amende conséquente... C'est une machinerie qui permet au gouvernement d'expulser à tour de bras. Valls, du reste, a repris mot pour mot le discours de Sarkozy de Grenoble en disant que *"la plupart des Roms n'ont pas vocation à s'intégrer"*. Un discours que ne renie pas le Front National, et qui encourage les groupes nazillons à s'en prendre physiquement aux militants et militantes comme celles de l'UNEF agressées (l'une à l'arme blanche !) à Paris.

L'ignoble déclaration de Hollande indiquant que Léonarda peut revenir en France *"seule"*, c'est-à-dire proposant qu'elle soit séparée de sa famille, en dit long sur l'"humanisme" de ce gouvernement qui intervenait au nom des "droits de l'homme" au Mali et prétendait le faire au même prétexte en Syrie. En réalité, son seul souci est de défendre les intérêts des grands groupes capitalistes français : Areva, Total, etc.

Cette décision est l'un des aspects les plus abjects de la politique du gouvernement PS-Radicaux-Verts qui, sur tous les terrains, gouverne au service du capital : contre-réforme des retraites, budget 2014 qui écrase d'impôts les milieux populaires, supprime des milliers de postes et fait cadeau de 12 milliards d'impôts aux patrons. Les étudiants, les lycéens le savent bien : classes surchargées, éviction d'étudiants dans certaines facs, projet de fermetures de centres universitaires (Béziers), etc.

Des centaines de noyés au large de Lampedusa, de morts sur les chantiers de la coupe du monde à Doha, des milliers d'expulsés par le gouvernement PS-Radicaux-Verts en France : l'impérialisme, c'est la barbarie

Ainsi le veut la loi du profit, la loi du système capitaliste : dans les abattoirs allemands, chez les gros producteurs de fraises ou de tomates en Andalousie on embauche des travailleurs immigrés d'Europe de l'Est ou d'Afrique à 2 ou 3 euros de l'heure. Sur les chantiers de la Coupe du monde, au Qatar, le trust du bâtiment français Vinci "soustraite" auprès de négriers locaux qui emploient des Népalais, des Bengalis, des Cinghalais 11 à 12 heures par jour, par 50 °C à l'ombre, véritables esclaves auxquels on commence dès l'arrivée par voler leur passeport. Des centaines d'entre eux sont morts d'épuisement et d'hyperthermie ; des milliers mourront d'ici 2022.

Pour le capital, la main-d'oeuvre immigrée permet de diminuer massivement la valeur de la force de travail, jusqu'à la mort. Mais lorsque les capitalistes estiment qu'ils n'en ont plus besoin, ils les expulsent, ils les jettent à la mer. Des centaines sont morts à Lampedusa et les dirigeants des gouvernements de l'UE ont par suite décidé... de renforcer la police des mers Frontex de sorte qu'ils se noient plus près des côtes africaines !

Ils ne sont forts que de la paralysie du mouvement ouvrier provoquée par la collaboration des directions syndicales

Il a pourtant suffi que plusieurs dizaines de lycées se mobilisent contre l'expulsion de Léonarda et de sa famille, de Khatchit pour créer la panique au sommet. Valls a dû rentrer précipitamment pour justifier son infâme politique. Le premier secrétaire du PS lui-même, Harlem Désir, a dû un moment se prononcer pour le retour de toute la famille de Léonarda avant de se coucher devant Hollande. Ainsi, la démonstration est faite : sans la collaboration des directions syndicales, ils ne peuvent rien. Sans le soutien de la direction de l'UNEF, ils

n'auraient pu faire passer la loi Fioraso, machine à expulser les étudiants de l'université. Sans la concertation continue des directions de la CGT, de FO, de la FSU, ils n'auraient pu faire passer la contre-réforme des retraites qui va contraindre les travailleurs à être au travail jusqu'à 67 ans. Voilà pourquoi tout dépend de notre capacité à imposer à ces dirigeants de rompre leur collaboration avec le gouvernement, de leur imposer de constituer un Front uni pour donner un coup d'arrêt à la politique de ce dernier.

Front unique des organisations du mouvement ouvrier et de la jeunesse (partis et syndicats) : annulation des arrêtés d'expulsion ! Les flics hors de l'Ecole ! Pour en finir avec la législation anti-immigrés !

Face à la mobilisation de la jeunesse lycéenne, le gouvernement manœuvre tout en maintenant l'ensemble de sa politique réactionnaire. La nouvelle circulaire Valls, tout en prétendant "*sanctuariser*" l'école, se situe explicitement dans le cadre de celle de mars 2013, laquelle organise les milliers d'expulsions.

Il faut imposer le retour de la famille de Léonarda, le retour de Khatchik en France. L'UNEF, la FIDL, l'UNL se sont prononcés dans ce sens et appellent à "une journée de mobilisation" le 5 novembre. C'est le produit de la mobilisation spontanée de la jeunesse. Ces organisations disent qu' "*il faut changer la loi*" pour qu'aucun jeune scolarisé, ni sa famille ne puisse être expulsé. Ce qui est nécessaire, c'est d'en finir avec tout l'arsenal des lois et décrets anti-immigrés des gouvernements Chirac, Sarkozy-Fillon et aussi du gouvernement PS-Radicaux-Verts et de son ministre Valls.

Il existe à l'Assemblée nationale une majorité du PS et du PCF qui a été élue par la population laborieuse. Alors, ces partis ont tous les moyens de décider non seulement le retour des jeunes scolarisés et de leur famille en France, mais aussi l'abrogation de toute cette législation.

Mais les députés PS et PCF, comme le montre leur vote pour la loi Peillon (PS et PCF), pour la loi Fioraso et la contre-réforme des retraites (PS) ne le feront pas d'eux-mêmes. Il faudra le leur imposer. Cela pose la question du renforcement et de l'organisation du mouvement de la jeunesse par l'élection démocratique des délégués de chaque lycée, leur structuration nationale dans une coordination nationale intégrant les organisations de la jeunesse (UNEF, syndicats lycéens). Cela pose la question de l'appel national à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour contraindre les députés PS-PCF d'abroger toutes les mesures et lois anti-immigrés.

Pour un gouvernement ouvrier rompant avec le capital, satisfaisant les revendications ouvrières et celle de la jeunesse

Une telle décision prise en opposition au gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel poserait immédiatement la question d'un autre gouvernement, responsable devant la majorité PS-PCF dont les travailleurs et la jeunesse exigeraient satisfaction de leurs revendications.

Mais aucune illusion ne doit être entretenue. Pour en finir avec toute cette politique, le chômage de masse, la précarité, la chasse aux immigrés, pour le partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire, pour la défense du droit aux études et à la santé, il faut un véritable gouvernement ouvrier prenant les mesures nécessaires d'expropriation du Capital, de démantèlement de l'appareil policier de répression, plus généralement de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, pour permettre à l'économie de fonctionner pour la satisfaction des besoins des masses laborieuses, non du profit des capitalistes et banquiers ; c'est-à-dire un véritable gouvernement ouvrier.

Pour la construction d'une véritable organisation révolutionnaire de la jeunesse

Le fait est qu'il n'existe pas d'organisation parlant au nom de la jeunesse qui combatte pour cette perspective. Il faut donc s'atteler à la construction d'une telle organisation en rapport avec le combat parmi les travailleurs d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Nous invitons les jeunes à en discuter avec nous.

Le 26 octobre 2013



Prenez contact : AEPS – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr